

Octopus Energy France

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 30/09/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Favorable

Commentaire :

La segmentation proposée (haut de portefeuille / marché de masse, et pour le marché de masse une segmentation selon l'existence ou non de frais de résiliation anticipée) nous semble cohérente au regard des objectifs visés.

Question 3 : Êtes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

La CRE envisage de faire porter son contrôle prudentiel, en ce qui concerne le niveau minimum de couverture à atteindre, sur les seules offres sujettes à un engagement contractuel sur le prix ou le schéma d'approvisionnement. Ce périmètre nous semble logique et approprié.

Question 4 : Êtes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Un contrôle au pas de temps annuel dans une première étape nous semble pertinent et suffisant. Au regard du retour d'expérience de la CRE et des acteurs sur les obligations de contrôle prudentiel, un passage à un contrôle au pas de temps semestriel pourrait être envisagé dans un 2ème temps.

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Octopus Energy France

Il pourrait être pertinent de fixer la période d'audit en milieu d'année afin de vérifier les couvertures de l'hiver suivant (plutôt que de vérifier les couvertures sur une année calendaire).

Pour le reste, les périodes d'évaluation proposées par la CRE semblent appropriées.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Défavorable

Commentaire :

Les taux de couverture proposés par la CRE nous semblent cohérents avec la liquidité des marchés. En revanche et comme indiqué supra, l'analyse des couvertures doit selon nous être réalisée au niveau du portefeuille global du fournisseur et non par segment de clientèle.

Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

La CRE propose, si nous le comprenons bien, de définir un taux d'attrition annuel normatif de l'ordre de 10 à 15% pour les contrats ne comportant pas d'indemnités de résiliation anticipée.

Le taux d'attrition est propre à chaque fournisseur et dépend pour une large part de la structure de son portefeuille, ainsi que des offres qu'il propose (parc en croissance ou non, niveau tarifaire, offres vertes, ...). Dès lors, chaque fournisseur devrait pouvoir, dans le cadre du contrôle prudentiel, retenir ses propres hypothèses de taux d'attrition et pouvoir en justifier auprès de la CRE en se basant sur ses propres données.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

Favorable

Commentaire :

Les prérequis indiqués nous semblent appropriés sous réserve des commentaires suivants :

- s'agissant des PPA, il ne nous semble pas nécessaire de fournir ces éléments, dont la collecte représente un niveau de contrainte élevé pour le fournisseur, si le niveau global de couverture par des PPA représente moins de 3% des consommations prévisionnelles du fournisseur ;
- une attention particulière doit être portée aux contrats et/ou actifs détenus en interne (à une société ou à un groupe), afin d'éviter tout risque de manipulation.

Octopus Energy France

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Favorable

Commentaire :

Dès lors que les risques propres à chaque produit de couverture seraient différents, il est plutôt pertinent d'envisager des niveaux d'obligation adaptés à chaque niveau de risque.

Pour autant, il nous semble complexe de déterminer dès à présent un niveau normé de risque pour chaque produit de couverture - ce qui impliquerait de déterminer avec finesse les paramètres associés. Il serait nécessaire à notre avis de disposer d'un peu de recul, et d'un retour d'expérience, afin de déterminer les produits qui, en pratique, sont plus risqués que les autres. Nous pensons donc pertinent d'attendre un à deux ans d'application des règles prudentielles avant d'envisager cette différenciation des niveaux d'obligation (qui devra en tout état de cause faire l'objet d'une concertation avec les acteurs).

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Favorable

Commentaire :

Rejeter en bloc une couverture que la CRE estimerait insuffisamment fiable nous semble disproportionné.

En ce sens, il nous semble plus pertinent d'appliquer un taux d'abattement graduel selon le type de couverture. Pour autant, ce taux d'abattement et ses modalités d'application doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec les acteurs.

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

La mise en place d'offres de flexibilité, qui permet de réduire les consommations des clients pendant les périodes de pointe, devrait également être prise en compte par la CRE.

Des produits de type couverture financière pourraient être éventuellement pris en compte.

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

La réponse est confidentielle

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Ni favorable, ni défavorable

Octopus Energy France

Commentaire :

Les éléments comptables et financiers que la CRE compte collecter sont selon nous informatifs mais ne permettent pas de saisir pleinement l'équilibre et la gestion du risque au sein de l'entreprise. En effet, les données financières varient beaucoup en fonction de la maturité et de la typologie des acteurs - et une même donnée devra donc être interprétée différemment selon les acteurs. Par ailleurs, nous soulignons que ces données donnent une "photographie" de la situation de l'entreprise à un instant T, lequel n'est pas nécessairement représentatif de la situation de l'entreprise sur le plus long terme.

Ces données n'auront donc d'utilité que si elles font l'objet d'analyses plus poussées et de stress tests, comme évoqué par la CRE. La consultation publique ne donne pas de détails sur les paramètres qui seront retenus pour la mise en œuvre de ces stress tests, ou l'établissement de la note financière pour les acteurs qui ne disposent pas d'une notation tierce, ni sur les indicateurs qui seront calculés et utilisés (qualitatifs ? quantitatifs ?). Il nous semble nécessaire que la CRE fasse œuvre de transparence en la matière, et que ces paramètres et indicateurs soient communiqués à l'ensemble des acteurs. Plus encore, il nous semble indispensable de les soumettre à concertation en amont.

S'agissant par ailleurs du niveau de résilience déduit de la notation financière des acteurs, nous estimons indispensable que la CRE prévoit un échange préalable avec chaque acteur afin d'avoir une appréciation qualitative, et non purement quantitative, du niveau de risque réel auquel chacun est soumis - comme cela est par exemple le cas dans le cadre du processus de notation financière de la Banque de France.

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable